

## Ce que nous avons entendu

*« Je vous souhaite bonne chance, rien ne semble ressortir de ces examens. Je ne suis pas optimiste, car je n'ai pas confiance dans le gouvernement. »*

### **Apprendre à connaître les groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques**

- Parmi les participants, on comptait ceux qui travaillent dans des organisations qui existaient bien avant le début du programme, ceux dont les organisations avaient été créées dans le cadre du programme et ceux qui ont longtemps voulu créer un groupe dans le cadre du programme.
- Les participants signalent que le financement du programme sert principalement à financer les dépenses de base, comme le personnel et les entrepreneurs, et à organiser de deux à quatre séances ou forums de pêche (niveau un et niveau deux) pour les collectivités membres tout au long de l'année.
- On oriente les participants grâce aux ententes et aux plans de travail annuels, ainsi que grâce aux plans stratégiques pluriannuels, qui décrivent des listes exhaustives de produits livrables, d'objectifs et de buts à long terme. Certains participent uniquement aux réunions techniques, tandis que d'autres participent aux réunions techniques et aux réunions de gestion des ressources.
- Les participants au programme ont recours à plusieurs sources de financement pour la dotation en personnel, l'engagement communautaire, l'établissement de rapports et les activités sur le terrain. Cela comprend le financement provenant de la Stratégie relative aux pêches autochtones, de l'Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique, de la province, des organismes non gouvernementales, du milieu universitaire et d'autres sources. *« Le financement est complémentaire aux techniciens de la Stratégie relative aux pêches autochtones des collectivités qui travaillent en étroite collaboration avec le biologiste du Programme de gestion des ressources aquatiques et océaniques. »*

### **Personnel et savoir-faire**

- En général, les groupes qui participent au programme ont tout le personnel ou une partie du personnel suivant : directeur exécutif ou administrateur, biologiste, technicien des pêches, adjoint de bureau, commis au recouvrement/commis à la saisie de données et coordonnateur des communications. Certains groupes comptent de nombreux biologistes et techniciens. Souvent le personnel sur le terrain est constitué d'étudiants occupant un emploi d'été ou de postes à temps partiel.
  - Alors que la plupart des groupes ont des biologistes, l'un des participants les appelle les « biocrats », car ils ne se concentrent plus sur des activités techniques.

« [Le Ministère] a retiré les biologistes du terrain pour qu'ils assistent à des réunions de gestion. »

### **Comprendre vos services et le potentiel de la prestation des services**

- Les services communs aux groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques comprennent des activités techniques « sur le terrain » comme : l'évaluation des stocks, la surveillance des prises, la collecte des données, la gestion d'un bassin versant et l'évaluation environnementale. Certains groupes offrent également un ou plusieurs des services suivants : planification stratégique, communication, production de rapports, coordination du savoir traditionnel, examen et analyse de politiques, et renforcement des capacités et éducation dans la collectivité.
- Les groupes sont impliqués à la fois dans des projets des milieux marins et d'eau douce. Ils traitent également de toutes les espèces aquatiques et de l'habitat dans leurs écosystèmes, comme le saumon, le flétan, le hareng, la grosse crevette, le crabe, l'oursin, l'holothurie, le panope, le thon et l'eulakane.
- Les participants indiquent qu'on leur exige d'incorporer un nombre accru de réunions dans leurs plans de travail, ce qui réduit le temps normalement consacré aux activités sur le terrain. « *Les réunions ne prennent pas qu'un jour. On doit les préparer pour eux et produire un rapport après la réunion.* »
  - Pêches et Océans Canada demande également à certains participants de remplir des feuilles de calcul précises après leur participation aux réunions, y compris les mesures à prendre et les résultats des réunions. « *Ils font le suivi de chaque réunion et nous sommes soumis à des menaces si nous voulons conserver les emplois et le financement.* » Un participant n'est plus obligé de remplir cette feuille, alors qu'un autre a dit qu'il ne l'utilisait que comme paramètre lorsqu'il s'agit d'un produit livrable dans son plan de travail.

### **Définition des services : Besoins en matière de capacité technique**

- Les participants ont ajouté la gestion collaborative, le développement du savoir-faire et le savoir traditionnel à la gamme de services pour lesquels ils ont des besoins en matière de capacité technique.
  - Pour augmenter la capacité de gestion collaborative, les participants pensaient qu'un programme de gardes-pêche géré à l'échelle régionale et plus de groupes de gestion des bassins versants étaient nécessaires.
  - Les participants appuient fermement le renforcement des capacités à travers des programmes pour les jeunes, qui encouragent l'intérêt pour la science. Quelques groupes font déjà participer les jeunes grâce aux programmes scolaires et aux camps d'été, et ils aimeraient organiser d'autres activités de sensibilisation qui incluraient des jeunes des Premières Nations et des jeunes non autochtones.
- Les participants aimeraient accroître leur capacité scientifique et leur capacité de collecte de données pour éclairer la gestion intégrée des ressources et mieux comprendre les effets cumulatifs. Cela comprend la recherche et la collecte des données en matière de pêche récréative, d'habitat, de foresterie, d'exploitation

aquacole et d'autres activités pouvant avoir une incidence sur les pêches autochtones. « *Nous avons besoin de transparence et d'uniformité dans la collecte des données pour combler les lacunes en matière de données.* »

- Quelques participants aimeraient faire des études scientifiques et de données de plus haut niveau sur l'évaluation des stocks, les enquêtes sur les espèces, les tests génétiques et la modélisation. « *[Le Ministère] passe à la modélisation complexe et nous aimerions pouvoir faire des commentaires et suggérer des solutions de rechange.* »
- Un participant aimerait avoir la possibilité d'effectuer plus de recherche sur l'interface terrestre-marine et plus d'études sur les incidences socio-économiques. « *L'analyse coûts/avantages est un outil très primitif pour déterminer les incidences sur les collectivités. On ne peut pas déterminer si les incidences alimentaires, sociales et rituelles liées au poisson sont insuffisantes pour les besoins de la collectivité* ». Un autre participant voudrait augmenter sa capacité de gestion de données avec un nouveau logiciel.
- Les participants sont unanimes sur le fait que plus de biologistes et techniciens sur le terrain sont nécessaires pour effectuer le travail. « *Nous avons besoin de plus de pêcheurs, pas plus de "biocrates".* » Il y a également un soutien pour les gardes-pêche, les analystes de politiques, les techniciens de laboratoire et le soutien aux communications. « *Nous avons besoin d'un moniteur-contrôleur des Premières Nations dans chaque collectivité pour observer l'exploitation forestière et les travaux près des rivières, ainsi que les activités de pêche.* »
- Les participants croient également que Pêches et Océans Canada doit renforcer ses capacités, en particulier, dans la Direction de la gestion de l'habitat et préparer des plans de relève. « *Les compressions du [Ministère] doivent faire l'objet de discussions. Elles ont également été retirées du terrain.* » On a isolé le roulement élevé du personnel comme étant un enjeu important.

### **Financement de la prestation des services : Besoins et options**

« *Notre budget est très limité. Nous devons réduire une grande partie de notre travail.* »

- Les participants souhaitent un financement prévisible et pluriannuel pour tous les groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques. De nombreux participants ont souligné les besoins en matière de salaire pour les biologistes et autres membres du personnel technique. Un participant a également inscrit la nécessité d'un budget estimatif pour un programme régional de garde-pêche et d'un programme renforcé de protection de l'habitat.
  - Les participants souhaitent aussi s'assurer qu'on maintient le financement pour la Stratégie relative aux pêches autochtones et le Programme de gestion des ressources aquatiques et océaniques.
- Les participants ont clairement indiqué que les salaires du personnel doivent être ajustés pour refléter les normes actuelles. De même, ils veulent s'assurer que les Aînés et les autres membres des Premières Nations sont payés pour leurs

connaissances et leur participation aux processus ministériels, y compris les honoraires et les frais de déplacement.

## **Comprendre les relations**

*« Le cloisonnement est constitué des personnes avec qui nous travaillons au [Ministère]. C'est tellement difficile de parler avec les scientifiques. »*

- Les participants interagissent avec de nombreux employés de Pêches et Océans Canada, le plus souvent, avec des conseillers aux affaires autochtones, des coordonnateurs des espèces, des responsables de l'évaluation des stocks. Ils n'ont aucune interaction avec la gestion de l'habitat ou le personnel de l'aquaculture, et très peu d'interaction avec les scientifiques de la Station biologique du Pacifique.
- Les participants s'efforcent d'établir des relations avec le personnel du Ministère pour instaurer la confiance et une communication ouverte. Cela a été difficile à réaliser compte tenu du roulement de personnel élevé et des incertitudes à savoir quels membres du personnel assistent aux réunions. *« Nous établissons des relations lors de réunions en personne. Chaque groupe est très différent; vous devez nous rencontrer. »*
- Les participants se rencontrent à la Commission du saumon du Pacifique, aux tables de planification de la gestion intégrée des pêches, à divers conseils consultatifs, aux forums des sous-comités, à des forums et à d'autres tables techniques. Ils déclarent entretenir de solides relations avec d'autres organisations de pêche des Premières Nations, notamment le First Nations Fisheries Council et d'autres groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques.
  - Les participants entretiennent également des relations de travail avec d'autres organismes fédéraux, provinciaux et locaux, ainsi qu'avec l'industrie, le milieu universitaire et des organisations non gouvernementales, telles que Parcs Canada, le ministère des Transports, BC Hydro et l'Université de Victoria.

## **Participation aux processus décisionnels**

*« C'est très frustrant de soulever les mêmes questions année après année sans aucune qu'aucune mesure ne soit prise. »*

- Les participants aimeraient voir leur travail reflété dans les plans de gestion régionale et de durabilité à long terme, comme la Politique concernant le saumon sauvage. *« Il devrait y avoir transparence et "preuve d'usage" en matière de science et de collecte des données des Premières Nations par le Ministère. »* Mais ils ne voient pas souvent les résultats de leur contribution reflétés dans de tels documents. *« Ils tiennent compte de notre avis uniquement quand c'est très facile à changer. »* Quelques participants n'envoient pas de renseignements sur certains de leurs projets parce qu'ils savent que le Ministère *« ne s'en servira pas »*.
  - Un participant croyait que cela pourrait changer parce qu'après 15 ans d'efforts pour prendre une mesure sur des espèces de poissons, ils ont finalement un projet pilote cette année. Un autre participant a expliqué la façon dont ils ont

apporté des renseignements sur les entrevues et sur l'évaluation des stocks au Ministère, ce qui a permis d'obtenir le financement pour une caméra sonar à imagerie numérique pour faire plus de collecte des données.

*« Le financement dépend du moment où [le Ministère] est disposé à le consentir et non de ce que les Premières Nations savent qui doit être fait. »*

### **Savoir et contributions autochtones**

*« Il est très difficile d'interpréter le savoir autochtone pour que la science occidentale le comprenne. »*

- Les participants sont frustrés du fait que, de façon générale, le Ministère ne reconnaisse pas le savoir traditionnel. *« Ils croient que tout ce que nous disons est anecdotique. Ce ne sont pas des anecdotes, ce sont des faits »*
- Les participants veulent que le savoir traditionnel soit respecté par le Ministère et influence la prise de décision. Ils croient qu'une formation culturelle ou une autre formation pourrait être nécessaire pour aider le personnel à comprendre les systèmes de connaissances autochtones.
  - Plusieurs participants ont souligné l'importance d'avoir des paramètres précis sur la façon dont le savoir traditionnel devrait être utilisé pour répondre aux préoccupations soulevées par certaines collectivités. *« Il doit y avoir un programme de transfert du savoir géré de manière cohérente avec délivrance d'une licence de protection des renseignements personnels pour protéger les noms et s'assurer que le savoir n'est pas utilisé à des fins non prévues à l'origine. »* Un autre participant a suggéré d'utiliser les protocoles d'échange existants des Premières Nations.

### **Apporter des améliorations au programme**

*« Ce programme devrait être juste et équitable pour toutes les Premières Nations : c'est le point le plus important que je veux voir ressortir de cet examen des programmes. »*

- Les participants ont souligné les lacunes du programme dans le passé et les améliorations à apporter. Par exemple :
  - L'argent reçu dans le cadre du programme arrive trop tard dans l'année. Plusieurs participants ont mentionné pendant l'atelier qu'ils n'avaient pas encore reçu leur financement.
  - On n'a pas financé adéquatement le programme au fil des ans, ce qui a entraîné des incidences sur les attentes salariales et sur les exigences en matière de capacité technique. *C'est insensé la quantité de travail et d'attentes à laquelle nous répondrons et participerons lors des réunions en matière d'eau douce et marine, sans avoir de financement. Ils ajoutent des attentes à l'égard des programmes qui sont déjà surutilisés.*
- Le manque de financement en temps opportun crée diverses questions, notamment la dépendance aux lignes de crédit et les questions liées au maintien de l'effectif.  
*« C'est la plus grande préoccupation de nos programmes : la menace constante de*

*ne pas être en mesure de payer notre personnel. Nous perdons de bonnes personnes parce que nous ne recevons pas de paiements adéquats. Cela a une incidence sur la sécurité de l'emploi. »*

- Plusieurs participants ont expliqué de quelle façon leurs retards de financement étaient dus à la surveillance ministérielle. *« L'année dernière, mon entente est restée un mois au Ministère parce que quelqu'un avait "oublié" qu'elle était sur son bureau. L'oubli n'est pas une excuse quand les moyens d'existence des gens sont en jeu. »*
- Les participants pensent que le Ministère devrait utiliser des processus équitables et normalisés, et avoir des exigences en matière de production de rapports, étant donné que des rapports de réunion sont requis pour certains et non pour d'autres, et que les modèles changent constamment. *« Je pense qu'il existe de la pression au sein du [Ministère] pour trouver un moyen de justifier leurs postes. Après quelques années, nous devons changer la formulation. Mais nous faisons toujours la même chose année après année. »*
- Le Ministère est également inconstant en ce qui concerne les négociations annuelles du plan de travail et le financement des groupes pour qu'ils assistent aux réunions ministérielles. Par exemple, certains groupes reçoivent des honoraires et des frais de déplacement, alors que d'autres n'ont rien.
- Certaines Premières Nations ont également été exclues du programme. *« On nous a demandé d'avoir accès à un autre groupe [de gestion des ressources aquatiques et océaniques] même si nous avons un territoire distinct. »*
- Les participants aimeraient également que le financement soit équitable entre les bassins hydrographiques et les écosystèmes. *« Le Ministère concentre ses efforts sur le saumon rouge : beaucoup d'efforts et de financement y sont déployés et pas en dehors de l'écosystème. Comment pouvons-nous donc utiliser ce modèle pour nous organiser? Nous voulons que les poissons de nos rivières reviennent pour que nous n'ayons pas à pêcher sur le fleuve Fraser. Je suis sûr qu'ils aimeraient aussi cela. »*
- Un participant a mentionné que les cours d'eau et les rivières sont considérés comme « chauds » par le Ministère et qu'il est inutile de les surveiller. *« Nous avons désespérément besoin d'un biologiste dans notre équipe pour prouver au Ministère qu'il est important de surveiller ces cours d'eau. »*
- On a indiqué à un autre participant que celui qui se présente à la table en premier obtient le financement. *« La formule premier arrivé premier servi ne semble pas juste. »*
- Le roulement du personnel au Ministère augmente la charge de travail des groupes. *« Nous recevons des commentaires sur nos rapports, ce qui est souvent attribuable aux lacunes dans la mémoire institutionnelle au Ministère. Nous formons sans cesse de nouveaux employés et cela entraîne toutes sortes de retards. »*
- Les participants pensaient que des détachements ou des échanges de cadres supérieurs entre le personnel du Ministère et les groupes de gestion des

ressources aquatiques et océaniques pourraient améliorer les relations. Cela comprend les échanges scientifiques. « *Mise en œuvre de la réconciliation* »

- Mais ils ne veulent pas que le Ministère « braconne » les gens qu'ils ont encadrés et formés au fil des années dans le cadre des programmes. « *C'est un plaisir d'obtenir le soutien du gouvernement pour nos programmes visant les jeunes, mais de grâce ne nous le retirer pas à la fin.* »

### **Définition de la réussite**

*La réussite arrive lorsque notre groupe engage des membres des Premières Nations dans chaque domaine : biologistes, techniciens, administrateurs, communicateurs et autres.*

- Les participants croient que la réussite du programme se concrétisera lorsque les groupes bénéficieront d'un financement stable et à long terme qui se traduira par une solide capacité scientifique et une présence sur le terrain avec des communications solides et un engagement communautaire.
- Les priorités spécifiques comprennent : un financement stable et adéquat, une capacité technique accrue, des pêches durables, une sécurité alimentaire et la santé pendant sept générations, un maintien de l'effectif, des objectifs en fonction de la collectivité, des relations renforcées et une collaboration avec le Ministère, une voix unifiée des Premières Nations, plus de données et de renseignements sur les lacunes et une participation accrue à l'emploi et aux activités de la part de la collectivité. « *Nous voulons reconstruire notre économie océanique en adoptant une approche globale parce que tout est connecté.* »

### **Mesurer le rendement**

*« Le Ministère a-t-il examiné la façon dont il gère les programmes autochtones? Connait-il leurs objectifs? »*

- Certains participants mesurent le rendement en fonction des progrès réalisés sur les espèces et les zones prioritaires, tandis que d'autres le mesurent en fonction des produits livrables dans leurs plans de travail ou des objectifs à court et à long terme énoncés dans leurs plans stratégiques.
- Les participants souhaitent voir les plans à long terme du Ministère pour le programme : « *Où sont votre plan de travail et votre budget pour atteindre les produits livrables?* » Ils aimeraient également voir l'outil d'évaluation de la capacité des bénéficiaires utilisé par le Ministère pour évaluer leur groupe et aimeraient avoir l'occasion de coter le Ministère.